

Bulletin d'information
n° 64 / septembre 2009

Vers de nouveaux horizons !



Le présent bulletin est le dernier auquel je contribue. Je prends en effet congé de vous tous, qui versez une contribution régulière au SOLIFONDS

ou qui nous soutenez par vos dons. Après dix-neuf années au SOLIFONDS, je souhaite me consacrer à de nouvelles activités et entends travailler avec des enfants au niveau local.

Le travail au SOLIFONDS fut des plus enrichissants, et j'ai surtout apprécié les rencontres ainsi que les discussions avec nos partenaires. Lors d'un récent voyage, j'ai d'ailleurs encore eu l'occasion de m'entretenir avec des tailleurs de pierres précieuses dans le sud de la Chine, et avec des employées de maison indonésienne à Hongkong.

J'ai été touchée par la confiance que vous m'avez témoignée, que ce soit par vos dons ou vos mots de reconnaissance. Pour tout cela je tiens à vous remercier.

Je suis convaincue que les objectifs du SOLIFONDS restent d'actualité et son action toujours aussi nécessaire. Je me réjouis donc que nous ayons trouvé en Yvonne Zimmermann une personne compétente et engagée pour me succéder.

Meilleures salutations à vous tous et bon vent au SOLIFONDS.

Brigitte Andereg

Dans le prochain bulletin, qui sera aussi le rapport annuel 2009, nous rendrons hommage à Brigitte Andereg pour tout le travail accompli et vous présenterons Yvonne Zimmermann, notre nouvelle coordinatrice.

SOLIFONDS
Quellenstrasse 25
Case postale
CH-8031 Zurich
Tél. 044 272 60 37
Fax 044 272 11 18
mail@solifonds.ch
www.solifonds.ch
CP 80-7761-7

Indonésie : l'argent suisse ne doit pas servir à détruire la forêt tropicale !

Mobilisation contre les géants de l'huile de palme



Le combat exemplaire de tout un village, qui a valu à son maire, Mohammed Rusdi, une condamnation à dix mois de prison.
Photo: Watch Indonesia

En l'espace de quelques années, l'Indonésie est devenue le premier producteur et exportateur d'huile de palme dans le monde. Le pays a déjà sacrifié 7 millions d'hectares de forêt vierge et de tourbières à la culture de palmes. Encouragé par le boom des agrocarburants, le gouvernement prévoit d'ailleurs d'y consacrer 20 autres millions d'hectares, soit six fois et demie la superficie de la Suisse, d'ici à 2025. A ce rythme, l'Indonésie sera complètement déboisée en peu de temps.

Début juillet, la Déclaration de Berne a fait savoir que des banques suisses cofinancent de nouvelles plantations de la société Golden Agri-Resources. En remettant 10 000 signatures de protestation au Credit Suisse, des défenseurs allemands de la forêt tropicale ont attiré l'attention sur les conséquences désastreuses de sa destruction: «On transforme la forêt vierge en combustible pour nos voitures, nos chauffages et nos centrales électriques. L'huile de palme détruit l'équilibre climatique au lieu de le protéger», déclare Klaus Schenck de l'association allemande Rettet den Regenwald. Maik Schaffer, de Borneo Orangutan Survival, renchérit: «Les plantations de palmes à huile occupent des superficies énormes, transforment les paysages en déserts écologiques et privent les hommes et les animaux de leurs moyens de subsistance. Elles sont la principale menace pour l'orang-outan.» Et voici ce qu'en dit Marianne Klute de Watch Indonesia, une organisation de défense des droits humains: «Golden Agri-Resources est sans scrupules. Appartenant au tristement célèbre groupe Sinar Mas, la société vole la terre à la population. Ceux qui osent se mettre en travers de son chemin risquent leur vie. Mohammed Rusdi, maire de Karang Mendapo, croupit par exemple depuis des mois en prison, car il a incité ses villageois à résister à cette mainmise.»

Pour le SOLIFONDS la cause était entendue: nous voulons soutenir cette résistance! Vous en saurez plus en lisant ce bulletin.

Le SOLIFONDS se présente

Dans les deux derniers bulletins, nous avons expliqué en quoi consiste le travail de coordination et comment nous parvenons les demandes de soutien. Vient à présent le tour du travail d'information.

Travail d'information

«J'aime la pluie», affirmait Spitou Mendy, lorsque je l'emmenais à l'assaut des montagnes de Flums noyées dans le brouillard. Au Sénégal, les pluies sont rares et Spitou n'en a guère connu à Almería, en Andalousie, où il travaille à présent pour le SOC, un syndicat d'ouvriers agricoles que le SOLIFONDS appuie depuis quelque temps déjà.

Ce jour-là, nous nous rendions au camp d'été des Jeunesses socialistes, où un séminaire était consacré à la situation des immigrés sans-papiers et à leur rôle de main-d'œuvre bon marché dans la production de légumes à Almería. Ce séminaire visait notamment à attirer l'attention des jeunes militants sur les liens entre migration et exploitation.

Conformément à son acte de fondation, le SOLIFONDS a aussi pour tâche de diffuser des informations sur les tenants et les aboutissants des luttes et des actions de nos organisations partenaires. Pour nous acquitter de cette tâche, nous publions un bulletin d'information cinq fois l'an. Mais nous organisons aussi des événements, comme la conférence «Développements alternatifs en Amérique latine» à l'occasion du 1^{er} Mai, nous participons volontiers à des assemblées de sections et mettons toujours sur pied une journée consacrée à la mondialisation et à la solidarité internationale dans le cadre des cours de MOVENDO.

Le travail s'avère plus difficile avec les médias, qui ne s'intéressent guère aux sujets qui nous occupent. Pour éveiller l'intérêt de la Basler-Zeitung, il faut au moins qu'un conseiller national, comme André Daguet, raconte ce qu'il a vu chez les tailleurs de pierres précieuses en Chine et que Baselworld, organisatrice de la plus grande exposition de bijoux du monde, contrevienne à son propre code de conduite (voir p. 4).

Il n'y a pas que la pluie qui soit mal répartie en ce bas monde. Le SOLIFONDS entend donc dénoncer toutes les inégalités et promouvoir davantage de justice sociale.

Merci
de votre solidarité!



En Indonésie, l'agro-industrie déboise à tour de bras pour planter des palmes à huile.

Un village s'oppose aux déboisements

Un désert vert à perte de vue: le village de Karang Mendapo, sur l'île de Sumatra, est entouré de plantations de palmes. Les paysans locaux vivaient naguère de la forêt, de la culture de légumes et de la récolte de caoutchouc. Il y a sept ans, la compagnie Sinar Mas les a grugés et s'est approprié la forêt du village. D'un jour à l'autre, elle a ensuite déboisé et brûlé plus de 600 hectares d'une mer végétale luxuriante. Les paysans ont été privés d'une partie de leurs revenus et de leurs moyens de subsistance, sans recevoir leur part de la récolte d'huile de palme. Sinar Mas leur a versé des clopinettes.

Les paysans se sont alors organisés pour protester contre cette injustice. Le gouvernement s'est même vu dans l'obligation de demander à Sinar Mas de rendre le terrain mal acquis. Mais le consortium avait plus d'un tour dans son sac: il a prétendu avoir versé 4 millions d'euros à la banque au nom des paysans et exigé qu'ils lui remboursent l'argent. Les paysans ont répliqué en août 2008 en occupant la plantation et en récoltant les fruits des palmiers plantés sur leur terrain.

Depuis, ils ont subi intimidations et mauvais traitements. Ils ont dénoncé ces incidents à la police, mais sans résultat. En janvier 2009, celle-ci a au contraire arrêté le maire élu de Karang Mendapo, qui fait désormais figure de héros aux yeux des centaines de milliers de petits paysans et d'indigènes indonésiens délestés de leurs terres ancestrales par l'industrie de l'huile de palme.

Walhi soutient les paysans

Walhi, la plus ancienne organisation écologiste d'Indonésie, est membre de l'association Les amis de la terre - International, le plus grand réseau écologiste mondial. Walhi dénonce aussi la destruction de la forêt tropicale au niveau politique. Depuis 2001, le mouvement regroupant paysans et écologistes a empêché la création d'un million d'hectares de plantations de palmes à huile en Indonésie.

Voici à quoi servira notre soutien:

- Le 20 août, le maire de Karang Mendapo, Mohammed Rusdi, a été condamné à dix mois de prison. Les paysans de son village ne baissent pas les bras pour autant: ils entendent porter son cas devant l'instance supérieure.
- Comme pour le procès Rusdi, d'autres avocats expérimentés et versés dans le droit foncier sont nécessaires ailleurs, pour conseiller les habitants et les défendre devant les tribunaux dans leur lutte contre le pillage des terres par l'industrie de l'huile de palme.
- L'Indonésie ne possède aucun registre cartographique qui recense les terrains et les forêts appartenant à la population. Pour que le gouvernement ne puisse plus accorder



Photo : Rettet den Regenwald

des concessions aussi facilement, Walhi entend faire dresser des cartes de l'ensemble du pays. Il faut pour cela un ordinateur, une imprimante, un GPS et un cartographe professionnel.

- Keluru, dans l'ouest de la province de Jambi, sur l'île de Sumatra, a pu fêter une victoire : les habitants ont obtenu du gouvernement un acte de propriété pour la forêt qui leur appartient en réalité depuis des générations. Elle est à présent protégée contre toute attaque de l'extérieur. Pour la préserver et l'exploiter, ils doivent cependant la reboiser sans cesse et créer une pépinière le plus rapidement possible.

Visite à Sumatra

(Extrait du carnet de voyage de Christiane Zander, de Rettet den Regenwald)

Mardi 2.6.2009: L'avion nous dépose dans la province de Jambi, au cœur de Sumatra. Nous sommes venus rencontrer Feri Irawan, membre du comité de Walhi Indonésie. Mais Feri est surtout un militant et l'une des figures de proue de la lutte pour la forêt et les droits fonciers, et contre les visées destructrices des géants de l'huile de palme qui menacent son île de Sumatra.

Jeudi 4.6.2009: Tribunal de Sarolangun. La police, les services secrets et tout un village sont présents. La cour décide du sort de Mohammed Rusdi, maire de Karang Mendapo, en prison depuis fin janvier. Mohammad a pris la tête des paysans qui se battent contre la compagnie Sinar Mas.

Voulant se débarrasser de ce maire courageux, Sinar Mas lui a reproché de détourner des fonds. Mohammed a passé des mois derrière les barreaux, sans inculpation. Ce n'est que la semaine dernière que Feri est parvenu, grâce à des dons, à lui assurer les services d'avocats renommés, dont une avocate aguerrie, députée au Parlement indonésien. Elle veut créer un précédent : le cas Rusdi, d'envergure régionale, reflète le conflit pour la terre qui enflamme toute l'Indonésie.

Vendredi 5.6.2009: Désireux de nous montrer aussi des succès engrangés, Feri nous em-

mène vers les pentes du Kerinci, aux limites du parc national du même nom. Nous avons pour la première fois sous les yeux l'enjeu de notre lutte : une forêt tropicale dense, qui recouvre le paysage d'un épais tapis au vert intense. Parmi par-là, des trouées abritent un village, un champ de riz, des cultures de légumes, de café ou de cannelle. Cette forêt intacte est l'aboutissement du combat que Feri Irawan et ses compagnons de Walhi mènent ici depuis onze ans. La préservation de la forêt tropicale passe par le droit à la terre. Collaborant avec des avocats, Feri et Walhi contribuent à ce que les droits de propriété soient officiellement transférés aux habitants. C'est le seul moyen de protéger leur forêt.

Dimanche 7.6.2009: Au petit matin, nous retrouvons les paysans de Karang Mendapo. Ils sont en train de récolter les fruits des palmiers que Sinar Mas a plantés sur leurs terres. La police a déjà souvent essayé de les en empêcher, mais il en faut plus pour les dissuader. Voici d'ailleurs leur slogan : « Nous refusons de subir ! Nous luttons ! »

Sources et infos complémentaires :

www.regenwald.org

www.watchindonesia.org

www.agrotreibstoffe.ch

Le Credit Suisse et l'UBS veulent profiter de l'huile de palme indonésienne

Les deux grandes banques suisses ont organisé, mi-juin, une augmentation de capital du producteur indonésien d'huile de palme Golden Agri-Resources (GAR). L'expansion des plantations menace pourtant les derniers habitats de l'orang-outan et les moyens de subsistance des habitants qui vivent de la forêt. De plus, les plantations établies sur des tourbières libèrent d'énormes quantités de gaz à effet de serre.

La GAR est le plus gros conglomérat de l'huile de palme du monde à être coté en bourse. Produisant déjà 10% de l'huile de palme indonésienne, elle a annoncé son intention de mettre en culture 1,3 million d'hectares dans les provinces forestières sur les îles de Bornéo et de Nouvelle-Guinée. Une présentation interne, dont Greenpeace a eu connaissance, montre que sur la seconde île la compagnie prévoit en réalité d'imposer la monoculture de palmiers à huile sur plus du double de cette superficie (soit 2,8 millions d'hectares).



Plantations industrielles : beaucoup de terrain, mais peu d'emplois.

Photo : Rettet den Regenwald e.V.

Mise sur pied par l'UBS et le Credit Suisse, l'émission de nouvelles actions et d'options destinées aux actionnaires actuels de GAR fournira immédiatement 230 millions de francs à la compagnie et encore jusqu'à 280 millions dans trois ans.

Aux protestations de la Déclaration de Berne, les deux banques ont rétorqué avoir vérifié la durabilité de la transaction. A la différence d'autres banques internationales, ni l'une ni l'autre ne publient cependant les normes qu'elles appliquent en interne pour évaluer l'impact de leurs activités sur l'homme et son environnement. Quoiqu'il en soit, des entreprises à haut risque, tels les géants indonésiens de l'huile de palme, ne résisteraient pas à une étude d'impact menée avec sérieux.

Andreas Missbach,

Déclaration de Berne

Infos complémentaires : www.evb.ch

« Les ouvriers sont couverts de poussière comme des boulangers de farine »*



Taille de pierres précieuses: la poussière engendre une maladie mortelle (la silicose). Photo: Verena Della Picca

Fin juillet, une délégation syndicale suisse emmenée par le SOLIFONDS s'est rendue dans le delta de la rivière des Perles (sud de la Chine), pour constater sur place les conditions de travail qui règnent dans l'industrie de la joaillerie. L'invitation émanait de la Labour Action China (LAC), une organisation hongkongaise de défense des travailleurs, qui vient en aide aux tailleurs de pierres précieuses atteints de silicose. Collaborant avec le SOLIFONDS et des syndicats suisses, cette organisation tente depuis plusieurs années d'amener le salon bâlois de l'horlogerie et de la bijouterie Baselworld à respecter son propre code de conduite. Le salon devrait en fait priver de participation les entreprises qui violent manifestement les lois nationales sur le travail et les normes internationales du travail. C'est le cas de la société hongkongaise Lucky Gems: de nombreux cas de silicose se sont déclarés dans les ateliers de production qu'elle exploite dans le sud de la Chine. La société n'a ni respecté les prescriptions sur la protection de la santé ni conclu une assurance accidents pour ses travailleurs. Elle s'est contentée de jeter les ouvriers malades à la rue et, lorsque ceux-ci obtenaient gain de cause devant la justice, de porter le cas devant l'instance

supérieure. Jusqu'ici, ni les pressions ni le dialogue n'ont amené Baselworld à respecter ses engagements: Lucky Gems continue d'exposer régulièrement à Bâle. La visite sur place a démenti les responsables du salon, selon qui la situation s'était améliorée. Les choses vont certes mieux dans quelques grandes usines, mais uniquement parce que les travaux les plus sales et les plus dangereux sont confiés à des ateliers informels et souvent illégaux. Là comme ailleurs, oser réagir c'est se faire renvoyer. Dans la ville de Panyu, l'association des industriels de la joaillerie tient même une liste noire: les travailleurs qui font valoir leurs droits devant les tribunaux ne trouvent plus d'emploi dans la région. Les ouvriers chinois refusent malgré tout de plier l'échine et leur volonté a fait forte impression auprès de la délégation suisse. Le syndicat officiel n'entretenant rien, on compte de plus en plus de centres d'information et de services d'entraide, comme le centre pour les victimes de la silicose de Shenzhen, fondé en 2005 avec l'appui du SOLIFONDS.

* Citation d'André Daguet, tirée de l'interview, parue dans la *Basler Zeitung* du 7 août 2009.

Les droits des migrants sont des droits humains!



Une activiste explique la convention que l'OIT prépare pour protéger les employés de maison. Photo: SF/ba

syndicale, conseils et aide aux membres sont dispensés en plein air ou dans le bureau du syndicat, sis juste à côté. Le SOLIFONDS finance pendant deux ans la location du bureau et un poste fixe de secrétaire, pour permettre à ce syndicat, qui compte aujourd'hui 6000 membres, de se développer et de devenir encore plus puissant. J'ai aussi pu me rendre compte à quel point les droits des migrantes sont quotidiennement bafoués en visitant le foyer pour employées de maison indonésiennes. Celles qui ont été battues par leur employeur ou chassées sans salaire y trouvent un abri provisoire et une assistance juridique.

Plus de 200 000 migrantes travaillent comme employées de maison à Hongkong. Parmi elles, les Philippines et les Indonésiennes forment les plus grands groupes. Le dimanche, les Indonésiennes se retrouvent dans le parc Victoria. C'est là que la coordinatrice du SOLIFONDS a rencontré les activistes de l'Indonesian Migrant Workers' Union (IMWU). Formation

Putsch au Honduras: mauvais présage pour tout le continent?

La résistance reste vive après le putsch qui a secoué le Honduras fin juin. Réunis au sein d'un front contre le coup d'Etat, syndicats, mouvements sociaux et partis politiques organisent jour après jour des manifestations, des grèves ou des barricades. Outre le retour du président élu, Manuel Zelaya, ils réclament des droits plus étendus pour les indigènes et les femmes, des réformes économiques et sociales, une amélioration de la formation et des soins de santé, une réforme agraire et l'instauration d'une exploitation durable des ressources naturelles. Ils s'opposent ainsi aux intérêts de l'oligarchie hondurienne, quelques familles qui contrôlent plus de 80% des richesses du pays et presque toutes les institutions de l'Etat. Celui-ci laisse d'ailleurs l'armée et la police s'en prendre brutalement au peuple.

Les putschistes viennent de lancer un processus électoral, qui devrait déboucher sur une solution «démocratique» en novembre. Ils atteindraient ainsi un double objectif: Priver la résistance populaire de sa légitimité et annoncer le retrait du Honduras de l'ALBA, alliance alternative à la ZLEA.

Le Honduras présage-t-il ce qui attend toute l'Amérique latine? Prépare-t-il le terrain aux intérêts états-unis? Quelques jours à peine après le putsch, on a appris que les forces d'intervention américaines occuperont à l'avenir sept bases militaires en Colombie et renforceront ainsi nettement leur présence sur le continent. L'Amérique latine pourrait-elle connaître des interventions militaires comme celles d'Haïti en 2004 si la «démocratisation» contre le mouvement populaire échoue?

P.-S. Le SOLIFONDS a versé un soutien financier à la résistance au Honduras. Pour en savoir plus sur les événements dans ce pays et leurs conséquences pour tout le continent, consultez les pages du Secrétariat pour l'Amérique centrale: zas-correos.blogspot.com.

Edition: Fondation «Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale dans le tiers monde»
 La fondation est soutenue par l'Union syndicale suisse (USS), le Parti socialiste suisse (PSS), l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) et les cofondateurs: Afrika-Komitee, AAB Südliches Afrika, Déclaration de Berne, FEPA, Comité Guatemala, Magasins du Monde, Comités Nicaragua - El Salvador, Comité suisse de soutien au peuple sahraoui, Terre des Hommes Suisse, Groupe de travail Suisse-Colombie.
 Rédaction: Brigitte Andereg, Urs Sekinger
 Impression: printoset, Zurich
 Traduction: Milena Hrdina, Moutier